N° 4877²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI**relatif aux investissements supplémentaires réalisés
dans le cadre de la remise en état du domaine du Château de
Bettange-sur-Mess pour les besoins de la Fondation APEMH**

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS

(31.1.2002)

La Commission se compose de: M. Nicolas STROTZ, Président; M. Ady JUNG, Rapporteur; MM. Niki BETTENDORF, Willy BOURG, Emile CALMES, Jean-Pierre KOEPP, Nico LOES, Jos SCHEUER, John SCHUMMER, Mme Renée WAGENER et M. Georges WOHLFART, Membres.

*

INTRODUCTION

Autorisée par arrêté Grand-Ducal du 26 novembre 2001, la Ministre des Travaux Publics a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi sous rubrique en date du 3 décembre 2001, accompagné d'un exposé des motifs, d'une partie technique avec estimation des travaux supplémentaires et d'un devis estimatif des travaux. L'avis du Conseil d'Etat, demandé par dépêche du 28 novembre 2001, fut adressé à la Commission en date du 11 décembre 2001.

Dans sa réunion du 22 novembre 2001, la Commission des Travaux Publics a examiné le projet de loi 4877 et a unanimement désigné M Ady Jung comme rapporteur. En date du 14 janvier 2002, la Commission s'est réunie à Bettange-sur-Mess avec la Commission de la Famille, de la Solidarité Sociale et de la Jeunesse pour y faire une visite du domaine du Château et pour se rendre compte des travaux réalisés et des investissements supplémentaires nécessaires dans le cadre du présent projet de loi. En sa réunion du 17 janvier 2002 la Commission des Travaux Publics a examiné l'avis positif du Conseil d'Etat.

*

ANTECEDENTS

C'est par la loi du 31 juillet 1991 que le Gouvernement fut autorisé à une remise en état des bâtiments du domaine du Château de Bettange-sur-Mess, ainsi qu'à l'équipement et à l'ameublement des locaux pour être mis à la disposition de la Fondation APEMH.

D'une part, vu le développement très important des activités de cette Fondation, à savoir que le Centre de Propédeutique Professionnelle et les Ateliers Protégés accueillent actuellement 224 personnes handicapées encadrées par une quarantaine de personnes, les infrastructures d'accueil et de travail se sont avérées trop exiguës et nettement insuffisantes. Si en 1995 le transport des stagiaires était assuré par 12 trajets, ce sont actuellement 19 bus qui amènent les personnes concernées depuis la région mosellane et la frontière belge au site de Bettange-sur-Mess.

D'autre part, d'importantes mesures supplémentaires se sont imposées par diverses difficultés techniques rencontrées lors des travaux initiaux, ainsi que par les nouvelles exigences en matière de commo-do-incommodo et de l'inspection vétérinaire et sanitaire.

*

OBJECTIF

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à adapter l'enveloppe financière nécessaire aux travaux supplémentaires dans le contexte des infrastructures des ateliers et des surfaces de stockage, de l'installation d'une nouvelle chaufferie et d'un nouveau transformateur à l'extérieur des anciens bâtiments et d'un bassin de rétention d'eau dimensionné de façon à pouvoir également servir de réservoir d'eau pour les serres, alimenté par l'eau du puits du domaine du Château de Bettange-sur-Mess, ainsi que l'aménagement de surfaces de stationnement de voitures et des chemins en pavés.

La démolition de l'ancien bâtiment a exigé le remplacement de tous les murs de soutènement par des constructions en béton armé.

D'autre part, il est indiqué d'aménager le parc du château et ses alentours de façon appropriée au site historique, tout en respectant les impératifs spécifiques à l'utilisation par des handicapés.

L'exposé des motifs du projet de loi décrit en tout détail le bien-fondé des travaux visés et donne un aperçu sur les activités multiples et hautement humanitaires de l'Association des Parents d'Enfants Mentalement Handicapés APEMH, constituée en 1967 et ayant été le premier mouvement familial national à prendre en charge, respectivement à encadrer les personnes mentalement handicapées.

Le Centre de Propédeutique Professionnelle jouant un rôle de transition entre les milieux scolaire et professionnelle, a comme but de fournir une formation théorique et pratique dans divers secteurs à des jeunes personnes avec un handicap mental, et à leur fournir une certaine indépendance professionnelle et quotidienne.

Les ateliers protégés quant à eux procurent du travail aux personnes avec un handicap mental qui ne peuvent être intégrées dans l'économie du marché.

A cause du nombre croissant de stagiaires et d'activités au courant des années, une augmentation des différentes surfaces d'exploitation et de stockage, des ateliers protégés englobant des activités agricoles, de jardinage, de menuiserie et de sous-traitance, ainsi que de la cuisine s'est imposée.

*

EXAMEN DES DOCUMENTS ET DISCUSSION

Madame la Ministre des Travaux Publics, ainsi que des responsables de son Ministère et de l'Administration des Bâtiments Publics, ont répondu à toutes les questions d'ordre technique et pratique de la part des membres de la Commission.

La Commission constate qu'en effet la remise en état de bâtiments anciens dévoile souvent des faits inconnus au départ, nécessitant des dépenses imprévues lors de l'établissement des devis initiaux. Conscients de pareils impératifs, les Membres de la Commission souhaitent dorénavant en être informés au plus tôt.

D'autre part, la Commission estime qu'une future extension du site n'est pas recommandable, vu l'exiguïté du terrain disponible.

Le Conseil d'Etat, dans son avis, s'est exprimé en faveur du projet, précisant toutefois que la dépense totale occasionnée par les travaux et équipements visés ne peut dépasser le montant du devis en question, à savoir le montant de 5.428.868.- euros, „tout en garantissant la finition définitive des travaux nécessaires à la réhabilitation du Château de Bettange-sur-Mess, conforme à sa nouvelle destination.“ La Commission se rallie aux vues du Conseil d'Etat que tout dépassement du devis estimatif doit faire l'objet d'une autorisation par voie législative.

La Commission se rallie également aux modifications proposées par le Conseil d'Etat, notamment en ce qui concerne l'indication du coût uniquement en euros.

*

CONCLUSIONS

En tenant compte de l'avis favorable du Conseil d'Etat et des observations qui précèdent, la Commission des Travaux Publics recommande à la Chambre des Députés de voter le projet de loi 4877 dans la teneur retenue unanimement comme suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI
relatif aux investissements supplémentaires réalisés
dans le cadre de la remise en état du domaine du Château de
Bettange-sur-Mess pour les besoins de la Fondation APEMH

Art. 1er.– Le Gouvernement est autorisé à faire procéder à la construction d’ateliers pour les besoins de la Fondation APEMH au domaine du Château de Bettange-sur-Mess.

Art. 2.– Les dépenses occasionnées par la présente loi ne peuvent pas dépasser la somme de 5.428.868.– euros (indice semestriel à la construction 550,19 du 1.4.2001) sans préjudice des hausses légales pouvant intervenir jusqu’à l’achèvement des travaux.

Art. 3.– Les dépenses sont imputables sur le Fonds d’investissements publics sanitaires et sociaux.

Luxembourg, le 31 janvier 2002.

Le Président,
Nicolas STROTZ

Le Rapporteur,
Ady JUNG